



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Secrétariat Général*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ**

**Bureau des collectivités territoriales et  
de l'environnement**

**A R R Ê T E PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE EN °BCTE/2022-30 du 5 avril 2022  
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE  
TRAITEMENT DE DECHETS NON DANGEREUX EXPLOITÉE PAR LA SAS ALTRIOM A  
POLIGNAC ET MODIFIANT L'ARRÊTE PRÉFECTORAL N° BCTE 2018/131 DU 26/11/2018**

**Le Préfet de la Haute-Loire,**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles R.181-45 et R. 181-46 ;

**VU** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 8 novembre 2021 portant nomination de M. Antoine PLANQUETTE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 portant autorisation de reconstruction d'une installation de tri, traitement et valorisation de déchets non dangereux exploitée par la société ALTRIOM, ZA de Polignac, sur le territoire de la commune de POLIGNAC ;

**VU** le dossier déposé le 23 novembre 2021 par la société ALTRIOM portant à connaissance du préfet des modifications de son installation de tri, traitement et valorisation de déchets non dangereux ;

**VU** le rapport du 21 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 15 mars 2022 ;

**VU** les observations formulées par le demandeur le 21 mars 2022 par courriel sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé nécessitent d'être actualisées ;

**CONSIDÉRANT** que la modification consiste en la réception et tri sur l'installation des déchets ménagers issus de la collecte sélective (CS) en plus des déchets ménagers collectés en mélange (OMR) ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification conduit à modifier la chaîne de tri existante par l'ajout d'une trémie d'alimentation dédiée aux déchets de la collecte sélective et par l'ajout d'équipements de tri performants nécessaires aux exigences résultant de l'application de l'extension des consignes de tri ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de mélange entre les gisements de déchets collectés sélectivement (CS) et les déchets collectés en mélange (OMR) ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments contenus dans le dossier de porter à connaissance permettent d'évaluer les dangers et effets sur l'environnement de la modification envisagée ;

**CONSIDÉRANT** qu'au terme de l'examen de ces éléments, la modification envisagée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement et ne peut donc pas être considérée comme substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que lorsqu'une modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur de la modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire

## ARRÊTE

### Article 1. Identification

La société ALTRIOM dont le siège social est situé à ZA de Polignac – 43 000 POLIGNAC, qui est autorisée à exploiter à la même adresse, une installation de tri, traitement et valorisation de déchets non dangereux, est tenue de respecter, dans le cadre de la modification de l'installation portée à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

### Article 2. Mise à jour du tableau des installations classées

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	A ,D (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux	Fabrication combustible solide de récupération	Quantité de déchets traités	Mini : 10 t/j	125 t/j (moyenne annuelle) 190t/j (maximum)
3532		A	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes entraînant une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique ; - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co- incinération.	compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères et fabrication de combustibles solides de récupération	Capacité traitement de	Mini : 75 t/j	182 t/j (moyenne annuelle) 247 t/j maximum

2716	1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Stockage tri et valorisation de déchets ménagers collectés en mélange et de déchets industriels	Volume susceptible d'être entreposé	Mini : 1 000 m³	1 300 m³
2780	2-b	E	Installation de traitement aérobique de déchets non dangereux	Compostage de la fraction fermentescible des déchets triés sur site	Quantité de déchets traités	Maxi : 75 t/j	57 t/j
2714	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers-cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stockage, tri et valorisation de déchets pré-triés	Volume susceptible d'être entreposé	Maxi : 1 000 m³	550 m³
2713	2	D	Transit, regroupement, tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux,	Stockage, tri et valorisation de métaux et ferrailles	Surface affectée à l'activité	Maxi : 1 000 m²	110 m²

### **Article 3. Modification des limites de l'autorisation**

L'article 1.2.3. « Autres limites de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est modifié comme suit :

La quantité des déchets admissibles dans l'installation est limitée à 52 000 t/an. Elle comprend les ordures ménagères collectées en mélange et les ordures ménagères collectées sélectivement à hauteur de 40 000 t/an, le pré-compost de déchets-verts à hauteur de 2 000 t/an et les autres déchets non dangereux de l'activité économique à hauteur de 10 000 t/an.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 32 115 m².

### **Article 4. Modification de la consistance des installations**

L'article 1.2.4. « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est modifié comme suit :

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : un dispositif de contrôle extérieur des déchets (pont bascule, portique de radioactivité), des voiries de circulation des véhicules avec des aires de retournement, une aire de stockage de bennes et des quais de chargement, un bâtiment de réception et un de tri des déchets ménagers, une unité de compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères triées et une unité de fabrication de combustible solide de récupération à partir de refus de tri des déchets non dangereux, un local administratif et un pour le personnel, des zones de parking, une zone de traitement de l'air, des dispositifs de rétention des eaux pluviales et des espaces verts.

### **Article 5. Modification des consignes d'exploitation**

L'article 2.1.2. « Consignes d'exploitation » de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est complété comme suit :

L'exploitant prend toutes les dispositions pour assurer la séparation des déchets ménagers collectés en mélange et ceux collectés sélectivement.

La ligne de tri est entièrement vidée et nettoyée entre le passage des déchets ménagers collectés en mélange et celui des déchets collectés sélectivement. Une consigne écrite précise les modalités de ce nettoyage.

#### **Article 6. Modification de l'aire de collecte**

L'article 5.1.2. « Aire géographique de collecte » de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est modifié comme suit :

Les déchets ménagers collectés en mélange et collectés sélectivement, le pré-compost de déchets verts et les déchets d'activité économiques proviennent de la Haute-Loire et des départements limitrophes, sous réserve des dispositions des plans d'élimination des déchets en vigueur.

#### **Article 7. Modification des déchets admissibles**

L'article 5.1.3. « Déchets admissibles » de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est modifié comme suit :

Les déchets admis sont des déchets ménagers collectés en mélange (OMR) et des déchets ménagers collectés sélectivement (CS), des encombrants de déchetteries, dont des fractions valorisables énergétiquement issus des éco-filières, des bio-déchets collectés séparément et des refus de tri des déchets non dangereux issus des activités économiques.

#### **Article 8. Modification des conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement**

Le chapitre 8.1. de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est modifié comme suit :

##### **CHAPITRE 8.1. INSTALLATION DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS**

##### **Article 8.1.1. Définitions**

L'objet de cette installation est le tri mécanique des déchets :

- les déchets ménagers collectés en mélange, ainsi que les bio-déchets issus des producteurs visés aux articles R.543-225 à R.543-227 du Code de l'environnement, font l'objet d'un tri en vue de séparer les fines aptes à être compostés, les déchets de métaux et les emballages ménagers pour la valorisation matière et les autres déchets aptes à la fabrication de combustible solide de récupération pour la valorisation énergétique.
- pour les déchets collectés sélectivement, l'objectif est de trier les différentes catégories de matières, et en particulier de distinguer 5 types de matières plastiques suite à la mise en application de l'extension des consignes de tri.

##### **Article 8.1.2 Installations**

L'installation de tri comprend :

- une aire (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des ordures ménagères, dimensionnée pour le stockage d'une journée d'exploitation (154 t) et-permettant le stockage de deux journées en situation exceptionnelle (308 t), dans un bâtiment en dépression et sur dalle étanche permettant la récupération les jus des ordures ménagères et vidée chaque soir et avant chaque fin de semaine et période d'arrêt ;
- une trémie de 26 m<sup>3</sup> de capacité disposant d'un système de pesée pour contrôle de la productivité journalière de l'installation et d'un ouvre sac permettant le transfert des déchets vers les lignes de tri mécanique et manuel ;
- une trémie de 90 m<sup>3</sup> de capacité, dédiée à la réception des déchets ménagers collectés sélectivement, située à l'extérieur du bâtiment de réception des OMR, et alimentant la chaîne de tri ;
- une aire (ou équipement dédié) de tri mécanique, dans un bâtiment en dépression et sur dalle étanche ;
- une aire (ou équipement dédié) de tri manuel ;
- une aire (ou équipement dédié) de stockage en bennes de 10, 20 ou 30 m<sup>3</sup> de déchets triés sous abri.

### Article 8.1.3 Admissions des déchets ménagers

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Le chauffeur de la pelle à pince exerce une surveillance constante :

- des déchets entrants ;
- des déchets déposés.

Cette personne est responsable des consignes (tri, propreté générale, interdiction de fumer).

### **Article 9. Modification des déchets admissibles dans l'installation de CSR**

Article 8.3.3. « Admissions des refus de tri des déchets non dangereux et des encombrants de déchetteries de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 est modifié comme suit » :

Est autorisée dans l'installation l'admission des refus de tri des déchets non dangereux de l'activité économique et des encombrants de déchetteries issus d'installation de tri de déchets non dangereux et les refus de tri des déchets ménagers provenant de l'installation de tri visée à l'article 8.1.

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des refus de tri des déchets industriels banals admissibles.

Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

### **Article 10. Autre disposition**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°BCTE 2018/131 du 26/11/2018 sont inchangées.

### **Article 11. Délais et voies de recours**

En application de l'article L 514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolongé de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 12. Publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de POLIGNAC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 13. Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le maire de POLIGNAC, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société.

Au Puy en Velay, le 5 AVR. 2022

le préfet

A stylized signature consisting of a long horizontal line with a small loop at the end.

Eric ETIENNE